

1er Mai à la Pitié-Salpêtrière: les mensonges du pouvoir

PAR DAN ISRAEL
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 2 MAI 2019



Des policiers à moto dans l'enceinte de la Pitié-Salpêtrière.

Pendant une soirée et une matinée, plusieurs membres du gouvernement et la direction de l'AP-HP ont assuré que l'hôpital parisien avait été « *attaqué* » par des manifestants violents. Il n'en a rien été : quelques dizaines de personnes se sont réfugiées au pied des immeubles de l'établissement pour échapper aux lacrymogènes et aux charges policières, avec l'autorisation de sa directrice. Aucun manifestant n'a été menaçant, aucun n'a dégradé les locaux. En revanche, certains ont été frappés par des policiers.

Que s'est-il passé dans l'enceinte de l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière, ce mercredi 1^{er} mai ? En fait, rien. Ou fort peu : quelques manifestants sont entrés dans l'enceinte de l'établissement après avoir cassé le cadenas qui maintenait fermé un portail grillagé. Après presque 24 heures d'une agitation alimentée par le gouvernement et les dirigeants des hôpitaux publics franciliens (AP-HP), les accusations visant des manifestants qui auraient « *attaqué* » l'hôpital en marge de la manifestation se sont écroulées dans l'après-midi de jeudi.

Les nombreux témoignages recueillis par Mediapart et plusieurs autres médias, ainsi que des vidéos, puis une réponse officielle de l'AP-HP, ont permis de dégonfler totalement les faits allégués. Faits qui ont pourtant valu à 32 personnes d'être interpellées pour « *intrusion et dégradation à l'intérieur de l'hôpital* », selon la préfecture de police, et d'être placées en garde

à vue pour « *participation à un groupement en vue de commettre des dégradations ou des violences* », selon le parquet de Paris. Aucun manifestant n'a été finalement poursuivi.

Et pour cause : les quelques dizaines de personnes présentes dans l'enceinte de l'hôpital ne sont entrées dans aucun bâtiment, elles n'ont rien dégradé ou volé. Elles essayaient d'abord de se soustraire aux très intenses nuages de gaz lacrymogènes qui noyaient la manifestation, quelques mètres plus loin, ou à une charge policière. Elles ont ensuite tenté d'échapper aux policiers, dont une bonne partie se déplaçant à moto, qui les avaient pris en tenaille au pied des bâtiments de l'hôpital. C'est là que certains manifestants ont, vers 16 h 30, tenté d'entrer dans ce qui s'est avéré être le service de réanimation chirurgicale. Mais devant les protestations des soignants, ils ont vite renoncé, sans manifester aucune agressivité. Certains d'entre eux ont ensuite été frappés par des policiers.

Mediapart s'est entretenu avec Gaël, un informaticien de 30 ans, interpellé durant cet épisode et libéré 23 heures plus tard, après une nuit en cellule au palais de justice de l'île de la Cité, sans qu'aucune charge ait été retenue contre lui. « *Lorsque j'ai fait ma déposition, à 4 heures du matin, les policiers étaient blasés et m'ont dit qu'il n'avaient rien contre moi ou la trentaine d'autres personnes placées en garde à vue, raconte-t-il. J'ai passé pratiquement une journée en garde à vue pour rien. Quand je vois la façon dont cela a été utilisé par des responsables politiques ou des médias, je trouve cela très choquant.* »

La très étrange séquence qui vient de s'achever a démarré mercredi en fin d'après-midi, peu après la fin de la manifestation. France Inter **relaie pour la première fois** le témoignage d'un interne de la Pitié, qui relate la tentative d'intrusion dans le service de réanimation où il était présent. Très rapidement, Martin Hirsch, le directeur général de l'AP-HP, **manifeste sur Twitter** son « *plein soutien aux équipes de la Pitié-Salpêtrière qui ont fait face à une bande de manifestants/casseurs dans une tentative d'intrusion violente* ». Il annonce qu'une plainte sera déposée.

Dans la nuit, il affirme ensuite sur BFMTV que des images de vidéosurveillance « *absolument édifiantes* » existent et qu'elles seront transmises aux enquêteurs. Puis, dans un mail envoyé à 23 h 28 à tous les agents de l'APH-HP, il dénonce « *des "manifestants" qui [...] ont tenté une intrusion par la force dans le service de réanimation chirurgicale* », et salue les équipes soignantes et leur « *sang-froid qui force le respect* ». « *On n'ose imaginer ce qui aurait pu se passer sans leur remarquable courage* », assure-t-il.

Le lendemain matin sur **France Info**, il persiste : « *Il aurait pu se produire un drame dont je n'ose même pas imaginer les conséquences* », s'est-il ému, dénonçant des « *débordements gravissimes* » et « *inédits* », et estimant que l'établissement est passé « *au bord de la catastrophe* ». Dans la matinée et au même micro, Marie-Anne Ruder, directrice de la Pitié-Salpêtrière, **déclarait** qu'il « *est extrêmement choquant qu'un hôpital public [puisse] être une cible pour des casseurs* ».

Ces dénonciations ont tout aussi rapidement trouvé un écho au gouvernement. Dès mercredi à 21 heures, après une visite sur place, le ministre de l'intérieur Christophe Castaner **tweete** qu'à la Pitié, « *on a attaqué un hôpital* » et qu'« *on a agressé son personnel soignant* ». Il assure même que « *nos forces de l'ordre sont intervenues pour sauver le service de réanimation* ». Dans la foulée, la secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher **dénonce** le fait qu'« *une cinquantaine de manifestants s'introduisent avec violence dans un service de réanimation* ». Son collègue au ministère de la transition écologique

déplore lui aussi une « *tentative d'intrusion violente dans un hôpital* », qui « *n'a plus rien à voir avec le fait de manifester* ».



Tweet de Christophe Castaner, le 1er Mai.

Le lendemain matin, c'est la ministre de la santé Agnès Buzyn **qui s'émeut sur Europe 1** d'une intrusion « *inqualifiable* ». Elle salue « *le personnel hospitalier [qui] a été très courageux et a eu le bon réflexe de protéger avant tout les patients* ». Pour clore la séquence d'indignation gouvernementale, le premier ministre Édouard Philippe **martèle** que « *vouloir s'introduire dans un hôpital de cette façon n'est pas excusable* ». D'autres responsables politiques s'indignent également, comme le député européen LR Philippe Juvin, médecin lui-même, **qui s'époumone** contre des « *casseurs qui envahissaient le service de réanimation* ».

Quelques heures plus tard, une vidéo fera apparaître toutes ces déclarations dramatisées à souhait pour ce qu'elles sont : de la communication, très loin de la réalité des événements. En début d'après-midi jeudi, Nejeh Ben Farhat, l'un des membres du service hospitalier, **publie** sur sa page Facebook six minutes de vidéo retraçant toute la scène, vue de l'intérieur, derrière la fameuse porte que les manifestants ont voulu franchir. L'homme est un gilet jaune revendiqué, et est déjà apparu comme tel **sur le plateau de RT**, la chaîne financée par le gouvernement russe. Voici un extrait de sa vidéo :

Dans la vidéo, on voit clairement les manifestants courir pour échapper aux policiers qui arrivent, grimper le petit escalier menant à la plateforme qui donne sur la porte du service, qui ne ferme manifestement pas. Les soignants s'accrochent à la porte afin que les manifestants ne parviennent pas à l'ouvrir et leur crient de ne pas entrer. Les manifestants n'insistent pas, puis les soignants ouvrent eux-mêmes le passage, pour aller discuter avec eux, au moment où un policier arrive sur la scène. Un homme âgé tente alors de se faufiler, et est repoussé. Fin de la séquence.

Dans la matinée, déjà, deux soignants avaient assuré face à un groupe de journalistes très pressés de leur faire dire qu'ils avaient très mal vécu la scène qu'ils ne s'étaient en fait jamais sentis menacés. Gwenaëlle Bellocq a assuré qu'ils ne s'étaient « *pas sentis plus agressés que ça* » et « *pas sentis en danger plus que ça* ». Et l'un de ses collègues a rappelé que l'épisode n'avait pas duré plus de « *deux ou trois minutes* », et qu'il n'y avait « *pas de réel traumatisme* » pour l'équipe, ni eu aucun « *débordement* ».

Ce soignant a aussi assuré que rien n'avait été volé dans l'hôpital, contrairement à une rumeur lancée le matin même sur BFMTV par l'un des médecins présents dans le service. « *Dans d'autres services de l'hôpital, il y a eu d'autres exactions, avait indiqué ce médecin. Dans le même bâtiment, on a eu à déplorer deux heures plus tard la perte de l'ensemble du matériel vandalisé au service informatique du service de chirurgie digestive.* » Sur Europe 1, Agnès Buzyn avait ensuite dit : « *On me rapporte un certain nombre d'exactions notamment sur du matériel informatique qui aurait été volé.* » Rien de tel en fait, comme l'a reconnu le service de communication de l'AP-HP auprès de Mediapart.

Des manifestants plaqués à terre, ou frappés par les policiers

Deux épisodes distincts ont bien eu lieu : dans la nuit de mardi à mercredi, à la suite d'une effraction à l'institut de cardiologie, l'hôpital a relevé « *des dégradations importantes sur les murs et sur les mobiliers* ». Par ailleurs, « *dans le courant de l'après-midi d'hier, un vidéoprojecteur se situant dans la salle*

de staff du service de chirurgie digestive a été arraché de son socle et dérobé ». Mais, indique l'AP-HP, « *à ce stade aucun lien ne peut être fait entre ces deux constatations et l'intrusion des manifestants* ». Une infirmière de l'hôpital complète auprès de Mediapart : « *Le vidéoprojecteur était dans une salle fermée à clé, et c'est la troisième fois qu'on en dérobe cette année.* »

Pour cette infirmière, « *écouter le récit qui a été fait à distance de ces événements était très étonnant : pour mes collègues et moi, il était clair dès le départ que les choses ne s'étaient pas du tout passées comme ça !* ». L'épisode de jeudi après-midi démarre en fait vers 16 heures sur le boulevard de l'Hôpital, qui longe une partie de la Pitié-Salpêtrière. **Comme nous l'avons raconté**, l'ambiance est très tendue entre les policiers et certains manifestants.

Un nuage de lacrymogène couvre la manifestation et plusieurs charges policières s'enchaînent. Certains manifestants secouent alors fortement le portail de l'hôpital, qui est une entrée annexe desservant le restaurant universitaire, et qui n'est pas marquée comme une entrée vers l'hôpital. Les grilles s'ouvrent, plusieurs dizaines de personnes s'engouffrent sur la longue voie goudronnée qui relie plusieurs immeubles de l'établissement. Le syndicaliste toulousain Stéphane Borrás a raconté l'épisode dès jeudi matin sur son blog hébergé par Mediapart, et notre journaliste François Bonnet, sur place, confirme ce déroulé. **Wladimir Garcin-Berson**, journaliste au Figaro, a fait un récit identique sur Twitter.

« *C'était le chaos, il s'agissait clairement pour tout le monde de s'abriter des gaz et d'éviter les charges de policiers. Personne n'avait en tête d'aller casser dans l'hôpital, et certains d'entre nous n'étaient même pas sûrs d'être à l'intérieur de la Pitié* », explique Julien à Mediapart. Pour sa part, Louis souligne que, comme lui, « *pas mal de personnes présentes, de tous les âges, n'avaient jamais manifesté dans ces conditions* » et que beaucoup « *ont paniqué, tout simplement, et voulaient fuir* ». « *Nous fuyions les lacrymos, sans réellement voir ou comprendre où nous allions. Ces*

moments étaient chaotiques, la confusion la plus totale régnait », confirme un troisième manifestant qui a confié son témoignage à Mediapart.

Des soignants sont présents au pied des bâtiments, et distribuent du sérum physiologique pour apaiser les yeux gênés par les gaz lacrymogènes. « *Plusieurs de mes collègues sont même allés chercher des gens à terre sur le boulevard, très lourdement touchés par les lacrymos, raconte l'infirmière déjà citée. Ils ont dû les amener aux urgences, dont une issue est toute proche.* » Environ une trentaine de manifestants et plusieurs policiers ont été admis à ce moment-là.

Julien, entré lorsque les grilles étaient déjà ouvertes, pointe un fait passé inaperçu jusqu'alors : « *La directrice de l'hôpital Marie-Anne Ruder est venue à notre rencontre et nous a autorisés à rester dans l'enceinte de son établissement, assure-t-il, formel. Elle a indiqué qu'elles laisseraient les grilles ouvertes le temps que les choses se calment sur le boulevard. Moi et deux autres gilets jaunes l'avons remerciée. Le calme a duré environ une demi-heure.* » La version de la directrice est différente. À France Info, **elle a expliqué** avoir « *essayé de discuter avec eux, pour leur faire part du fait que c'était un hôpital et qu'on ne pouvait pas y rentrer de cette façon-là* » et jugé que « *la discussion n'était pas possible, avec une certaine agressivité et violence verbale de la part de certaines des personnes qui étaient là* ».



Des policiers à moto dans l'enceinte de la Pitié-Salpêtrière.

La tentative d'entrer à l'intérieur du bâtiment de l'hôpital intervient peu avant 16 h 30, lorsque de nombreux policiers font irruption dans l'enceinte, pour évacuer les manifestants. Certains sont à pied, d'autres directement en moto, et leur comportement

est agressif, comme le montrent plusieurs vidéos. **Celle-ci** montre deux policiers coiffés d'un casque de moto frapper une personne à terre. Une autre, **relayée par le journaliste David Dufresne**, donne à voir l'ambiance extrêmement lourde qui régnait alors.

« *Dans notre dos, nous étions chargés par les policiers à pied, et nous avons essayé de traverser le terrain de l'hôpital pour sortir dans une rue parallèle, mais des motards nous ont alors foncé dessus* », explique à Mediapart Mehdi. Il raconte à nouveau la « panique » qui saisit les manifestants, qui s'égayent partout et essaient de se cacher. Lui suit le mouvement et se retrouve au pied de l'escalier donnant sur la fameuse porte. Voyant que l'issue est fermée, il se résigne à faire face aux policiers. Et il raconte avoir été alors insulté et frappé à de très nombreuses reprises. Selon son récit, un policier, après lui avoir donné trois coups de matraque, l'a envoyé vers ses collègues en leur disant : « *Punissez-le.* » Un « *On va te crever* » lui aurait été adressé au milieu des coups. Il indique avoir de nombreuses contusions sur le corps, qu'il a prises en photo. **(L'intégralité de son récit, rédigé dans la foulée de l'incident, est disponible sous notre onglet « Prolonger ».)**

Gaël, le jeune homme mis en garde à vue, était aux côtés de son ami Mehdi. Lui aussi a fait face aux policiers, mais n'a pas été frappé. « *C'est un policier à pied qui m'a pris en charge au pied de l'escalier. Il m'a dit qu'il allait m'évacuer et me ramener sur le boulevard, très calmement, décrit-il. Mais un groupe de policiers à moto a surgi, en criant et en disant à tout le monde de se mettre à terre, en plaquant certaines personnes au sol. Celui qui m'accompagnait n'avait pas trop l'air d'accord, mais j'ai finalement été interpellé et conduit en bus en cellule. J'ai appris en discutant avec les policiers avant mon audition que j'étais accusé de "détérioration en bande organisée", mais je suis finalement sorti sans aucune poursuite.* »

Interrogée jeudi dans l'après-midi sur ce sujet au Sénat, Agnès Buzyn a donné la nouvelle ligne officielle du gouvernement, tout en prudence : « *L'enquête clarifiera les responsabilités, la volonté d'agression ou pas. Je n'irai pas plus loin puisque*

l'enquête est en cours. » Difficile en tout cas de ne pas trouver dans cet épisode un fort écho de ce qu'il s'était passé en juin 2016 autour de l'hôpital Necker, en plein mouvement de contestation contre la loi sur le travail. Il y a trois ans, une série de vitres de l'hôpital **avaient été brisées lors d'une manifestation**. Le premier ministre Manuel Valls avait décrit un hôpital « *dévasté* », alors que la plupart des dégâts avaient été causés par des projectiles lancés par des manifestants en direction des policiers, postés juste devant l'hôpital.

Hormis un homme ayant cassé des vitres avec un marteau, et un autre en attaquant une à coups de pied, aucune volonté délibérée de casse n'avait été relevée. Ce qui n'a en rien empêché Martin Hirsch, dans son mail du 1^{er} mai 2019 à ses équipes, de considérer que la finalement bien anodine tentative d'intrusion dans les locaux de la Pitié correspond, « *après le caillassage de l'hôpital Necker* », à « *la deuxième fois qu'une agression violente prend pour cible un hôpital* ». En revanche, ni le directeur de l'AP-HP, ni les membres du gouvernement ne semblent s'émouvoir que des forces de l'ordre puissent charger des manifestants jusque dans un hôpital.

Prolonger

Voici le récit complet que nous a confié Mehdi, frappé par des policiers au pied des bâtiments de la Pitié-Salpêtrière :

« Lors du défilé du 1^{er} mai, après avoir dépassé la station de métro Saint-Marcel, nous nous sommes retrouvés bloqués boulevard de l'hôpital par un nombre important de CRS accompagnés de nombreuses unités de la BAC et de canons à eau. On ne comprend pas bien pourquoi on est immobilisés, vu que tout est calme. La foule est bigarrée, des gens de tous âges, de différents horizons. On tente de savoir pourquoi on nous bloque alors que la place d'Italie est en vue et que tout se passe bien. Pas de réponse, en toute honnêteté je n'en attendais pas.

A ce moment, des colonnes de CRS remontent par les trottoirs et viennent renforcer les lignes qui nous font face. Un des CRS en passant donne un coup de

poing à un homme d'une cinquantaine d'années... Un journaliste/photographe est là et reste interloqué se contentant de dire : « faites gaffe ils sont chaud là ». Un autre CRS s'arrête et interpelle un manifestant lui disant : « Viens. Viens me le dire en face salope ». Ils s'avancent rapidement en poussant les gens autour.

On est devant un restaurant à peu près au niveau du 101, immeuble dans lequel je vois des street médicaux rentrer et s'installer. Je note, et j'en avise la personne avec qui je défile.

Après plus d'une demi-heure sans pouvoir avancer ni reculer, les CRS baissent leurs visières. Deux minutes après des lacrymos tombent en pluie. Certaines explosent juste au-dessus des têtes comme si elles n'étaient pas envoyées en cloche. Les gens fuient dans un nuage de lacrymo... On ne voit plus rien. Je me dirige à tâtons avec mon ami vers le 101. On réussit à rentrer dans le bâtiment en portant un homme qui s'est effondré devant la porte et qui manquait de se faire piétiner. Les street médicaux s'occupent admirablement de nous tous (merci à vous). On reprend notre souffle dans la cour de l'immeuble. On est bien une vingtaine, peut-être plus. Dehors la charge continue, les grenades continuent d'exploser. Après une bonne dizaine de minutes passées à l'intérieur avec mon ami, on se décide à sortir pour tenter de rallier un métro.

Dehors, une ligne de CRS est à notre droite au niveau de l'hôpital et fait face au gros de la manifestation. Ils continuent de gazer. Un canon à eau entre en action. À notre gauche, avant la rue Jenner et la rue Jeanne d'arc des CRS bloquent aussi le boulevard. On est moins d'une centaine de personnes, dans une sorte de no man's land entre deux lignes de CRS. Des groupes de policiers (une vingtaine par groupe avec des casques blancs) font l'essuie-glace entre les CRS du haut du boulevard et ceux au niveau de l'hôpital. Poussant les manifestants, criant... Un policier pointe du doigt quelqu'un, son groupe se met à courir, gaze, tape tous ceux qui se trouvent sur leur route et finissent par interpellé quelqu'un sur le perron du bâtiment à notre gauche (le numéro 105). La charge est très violente. Quelqu'un tente de filmer la scène, deux policiers se jettent sur lui, lui frappent le bras tenant le téléphone et

le projette en arrière. Je lève les bras en leur disant de se calmer et je me fais braquer à un mètre par un LBD, en me faisant insulter. Je rebrousse gentiment chemin.

Avec mon ami on fait aussi la navette entre les deux lignes de CRS mais aucun ne veut nous laisser sortir. On croise une dame accompagnée d'enfants qui cherche aussi désespérément une sortie. On est bloqué sur cette portion. Près de 15 minutes plus tard passés devant le 101 on décide de retenter notre chance au métro Saint-Marcel. À ce moment, les CRS dans notre dos (en direction de Campo Formio), déclenchent une charge et nous rabattent vers Saint-Marcel.

Panique à nouveau, tout le monde court. Une femme nous dit que sur le parking de l'hôpital on peut se réfugier. On suit donc un groupe de personnes (cinquante maximum). On arrête de courir et tentons de reprendre notre souffle. Je croise même un ami, à peine le temps d'esquisser un sourire que derrière nous les CRS poursuivent leur charge sur le parking, devant le regard incrédule de notre petit groupe. Un homme tellement étonné qu'il en oublie de courir dit même : « mais c'est un hôpital, vous pouvez pas charger... ». Visiblement ils peuvent.

On tente à nouveau de s'enfuir en traversant le parking pour atteindre la rue Jenner de l'autre côté. La porte du parking est ouverte mais des motards de la police (je crois des Voltigeurs mais je ne me souviens plus avec certitude s'ils portaient un passager) arrivent en trombe par cette issue. Panique totale devant les motards, on s'arrête net face à eux et tentons de rebrousser chemin. Derrière les CRS nous foncent dessus et jouent de la matraque. Une trentaine de personnes montent un escalier pour se réfugier dans l'hôpital et se retrouvent bloquées par une porte. En bas les CRS continuent de matraquer à tout va. Devant moi une dame d'une soixantaine d'années est prostrée contre le mur de l'hôpital, une femme la protège avec son corps. Je leur dit qu'il faut partir. Je crois tenter de dire que ça va aller. Pour dire quelque chose, avoir l'air rassurant... Je ne l'étais pas visiblement car elle semble encore plus paniquée.

Un policier m'interpelle en me disant : « casse toi fils de pute, casse toi ! ». Je lève encore une fois bêtement les bras en lui disant que je vais sortir avec la dame... Il m'asperge de gaz lacrymogène et me donne deux coups de matraque sur le plat de la cuisse gauche. Puis un CRS me saisit par derrière et me balance vers le reste de la compagnie en me donnant trois coups de matraque dans le dos (heureusement j'ai un sac à dos de randonnée plein de manteaux avec des renforts métalliques). Il dit en parlant de moi : « punissez le ». Quatre CRS se jettent sur moi et me « punissent »... Au son de « casse toi », « fils de pute ». Je marche en direction de la sortie boulevard de l'hôpital en passant à travers une haie de CRS à ma gauche qui me frappent le dos et le derrière des cuisses m'insultant tout du long. J'entends un « on va te crever ». Mais la cible de leurs insultes reste principalement ma maman. Un CRS revient à ma hauteur et frappe mon épaule droite, il (lui ou un autre) me donne un dernier coup dans le bas du dos à droite puis m'arrache mon écharpe tube que j'avais autour du cou. Je ramasse une casquette au sol qu'une personne a dû faire tomber, je reçois un autre coup.

Arrivé en vue du boulevard et du reste des manifestants refoulés du parking, on me repousse. Je sors en marchant légèrement hagard. D'autres CRS sont devant la porte et s'avancent. Derrière moi un CRS dit : « lui c'est bon il a pris... » Ouf j'avais mon quota.

Je m'assois sur une borne vélib vide et reprends mon souffle. Je tente de trouver un visage familier. Je cherche la dame qui était avec moi sur le parking mais je ne la trouve pas. Ni mon ami. Je me souviens alors l'avoir vu dans les escaliers monter pour échapper à la charge. Je l'appelle, il me dit qu'ils sont à l'intérieur qu'on les retient et qu'ils les fouillent. Je lui dis qu'ils vont les relâcher bientôt. Il est confiant, me dit que les policiers leur ont dit qu'ils ne comprenaient pas pourquoi on les retenait, mais que c'est les ordres. On se rassure mutuellement en se disant que ce sera une vérification d'identité. Entre 17h et 17h30 il me dit qu'on les embarque. Peu avant 18h ils sont dans le panier à salade. Je demande où on les emmène, il ne sait pas. Peu après 18h son téléphone est éteint. Plus de nouvelles. »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.